Note de Lecture

de

Michel Leblay

Aymeric Chauprade

La Chronique du choc des civilisations

Polémia. com

La Chronique du choc des civilisations – Aymeric Chauprade

Dix ans après les attentats du 11 septembre 2001, Aymeric Chauprade publie une nouvelle édition, profondément revue, de sa « Chronique du choc des civilisations ». Il dresse un panorama aussi large que précis de la géopolitique mondiale marquée de manière déterminante par ces attentats. Face aux Etats-Unis décidés à assurer leur hégémonie sur un monde qu'ils veulent « *unipolaire* », s'organisent les forces de la « *multipolarité* » dans un jeu d'alliances de circonstances et de convergence d'intérêts. Mais les politiques menées par les uns ou par les autres s'inscrivent dans le temps long de l'histoire où la civilisation constitue l'explication dominante. Diverses dans leur appréhension du monde et affectées par leurs relations réciproques, les civilisations se confrontent dans un univers de « *redistribution de la puissance* » au détriment de l'Occident. Ainsi, l'auteur de « Géopolitique – Constantes et changements dans l'histoire » nous aide à comprendre « le choc des civilisations ».

Dans son livre d'une lecture aisée, Aymeric Chauprade, expose en dix chapitres, assortis de photographies, de cartes, de chronologies et d'encarts explicatifs, les grands mouvements qui affectent le monde actuel qu'il lie, principalement, à un « *choc des civilisations qui traverse l'histoire* ». Privilégier ce choc, expression « d'un temps long », ne conduit pas, pour autant, à négliger les chocs des peuples, des Etats, des grandes figures humaines, des économies.

Cette « *Chronique du choc des civilisations* » consiste donc en une analyse de l'ensemble des mouvements qui touchent à l'équilibre mondial. Ils sont ordonnés par thèmes qui combinent chacun deux protagonistes. Ceux-ci sont des aires de civilisation (l'Occident), des religions (le christianisme, l'islam, le judaïsme,) des Etats (la Chine, les Etats-Unis), des continents (l'Afrique, l'Amérique, l'Asie, l'Europe). Deux de ces thèmes, l'un sur le continent américain, l'autre sur l'islam portent sur leurs problèmes internes.

L'auteur, au début de son raisonnement, se réfère à Spengler pour lequel, dans le *Déclin de l'Occident*, les nations ne constituent pas les « *unités culturelles de base* » mais les civilisations. Par la suite, le thème d'un choc des civilisations fut repris par Huntington (essai paru en 1996).

En introduction à sa démonstration, Aymeric Chauprade met en exergue quatre éléments :

- un monde occidental qui « *domine la scène de la guerre de l'information et paralyse toute analyse, usant de la puissance émotionnelle des images qui oppose avec succès les images qui émeuvent aux raisonnements qui démontrent* » ;

- une « *redistribution de la puissance entre les civilisations* » susceptible de faire perdre à l'Occident la primauté qu'il détient depuis cinq siècles ;

- une Europe semblant « *endormie par les beaux principes de Kant et son rêve de paix perpétuelle* » et confrontée à trois grands défis – « *le réveil violent de l'islam, l'utopie mondialiste américaine, la volonté de revanche de l'Asie* » ;

- le « *nouveau mythe fondateur dans le choc des civilisations* » constitué par les attentats du 11 septembre 2001.

Par rapport à cet évènement, Aymeric Chauprade, évoque les « *deux interprétations possibles* » des attentats. L'une, officielle, est celle de la « *conspiration de l'extérieur* ». L'autre privilégie un « *travail fait de l'intérieur* » conçu par l'Etat profond (structure de gouvernement à la fois « *invisible par rapport à l'administration officielle* » et « *continue* » car elle survit aux changements de président). Au-delà de cette dernière « *interprétation* », les attentats perpétrés contre le World Trade Center ont constitué pour les Etats-Unis un facteur de mobilisation globale, à leur avantage, où « *l'islamisme radical d'Al-Qaïda a remplacé le communisme* ».

Pour la présentation d'un ouvrage dont la construction amène l'auteur à aborder au fil des chapitres des questions semblables sous un éclairage différent, il a été retenu d'ordonner la synthèse selon six grands thèmes. Il sera traité en premier lieu des **objectifs poursuivis par les Etats-Unis**, trame de fond de tout ce qui suit. Puis, l'attention sera portée sur le **monde islamique** en pleine effervescence, enjeu pour ses immenses ressources énergétiques, expression de ce choc des civilisations après les évènements du 11 septembre et auquel une large place est faite dans les objectifs américains. Il sera parlé ensuite des positions de **la Chine et de la Russie**, et notamment, de leurs relations avec l'Amérique. L'émergence **d'autres puissances régionales** sera ensuite abordée. Enfin, les **poussées migratoires** seront évoquées,

principalement vers la vieille Europe, si longtemps dominatrice.

Les objectifs géopolitiques de l'Amérique

Dans le jeu complexe qui est décrit, les Etats-Unis ont pour objectif de maintenir une position dominante en :

- empêchant la Chine de « *devenir la première puissance mondiale* » par une stratégie d'encerclement régional, de contrôle des ressources énergétiques, de prééminence nucléaire (bouclier antimissile) ;
- annihilant l'influence russe dans « *sa périphérie* », au moyen, notamment, des révolutions dites « *colorées* » ;
- édifiant « *un grand bloc transatlantique* » allant jusqu'aux frontières de la Russie et de la Chine et qui engloberait le pourtour méditerranéen ;
- transformant les structures politiques d'un « *Grand Moyen-Orient musulman* » dans un sens démocratique, soutenant ainsi la géopolitique israélienne.

L'islam

Après avoir introduit le thème dans ses principaux aspects, il sera présenté un état des conflits majeurs en y intégrant l'Iran, source possible de conflit. Nous nous pencherons ensuite sur l'expansion du sunnisme radical et l'opposition entre sunnites et chiites. Enfin un développement sera consacré à la reconfiguration politique du Maghreb et du Moyen-Orient.

Au regard des buts poursuivis par les Etats-Unis, l'islamisme a été un instrument et le monde musulman un enjeu. Mais l'islam a, aussi, sa dynamique propre faite d'une vocation transnationale et de profondes fractures internes. Il « *ne fut réellement uni que sous les quatre premiers califes* » avant de se diviser, présentant, à ce jour, des scissions d'ordre politique (Etats, mouvements rebelles au sein des Etats, « *réseaux transnationaux qui interagissent avec le reste du monde* ») et théologique (chiites et sunnites, à l'intérieur du monde sunnite entre plusieurs écoles juridiques).

Après l'effondrement du communisme, un islamisme sunnite radical s'est substitué à celui-ci, infiltrant des mouvements séparatistes (Tchétchénie, Kosovo, Philippines) et nationalistes (Palestine) pour les intégrer à « *la cause supérieure de la révolution islamique mondiale* », seule capable de porter des coups à « *l'ennemi israélo-américain* ». Pour l'auteur, cette « *nouvelle forme de bipolarité* » n'est que la « *traduction contemporaine d'une constante de l'histoire : le choc des civilisations chrétienne et islamique* ».

Plus tôt, alors que l'Union soviétique, dans sa dernière décennie, s'emparait de l'Afghanistan sunnite, le chiisme iranien présentait « *une voie révolutionnaire antioccidentale* », alternative au communisme.

L'aire musulmane s'étend sur une large part de l'Afrique et sur une fraction de l'Asie. Elle touche l'Europe, dans sa pointe balkanique et dans sa jonction avec l'Asie centrale (le Caucase). Elle est aux rives de l'Atlantique, de la Méditerranée et de l'océan Indien. Elle s'avance jusqu'au Pacifique bordant les mers intérieures qui le prolongent dans le sud-est Asiatique. Eradiquant progressivement la présence chrétienne en son sein, elle pousse son influence en Afrique et exerce, au travers de l'immigration, une pression grandissante en Europe occidentale. Lieu des principaux conflits de notre époque soit parce qu'il rejette ce qu'il considère comme un intrus ou dont il subit l'invasion, soit en raison des ruptures qui lui sont propres, ce monde musulman, propagateur, par ses franges extrêmes, d'une violence terroriste, est marqué aussi, dans son espace méditerranéen par de profondes mutations politiques.

Le conflit israélo-palestinien

Dans la tension présente avec l'Occident et avec les Etats-Unis, en particulier, l'affrontement israélo-palestinien a constitué un élément central. Chauprade parle de Jérusalem comme du « *point nodal du choc des civilisations* ». Trois conceptions s'opposent : la juive, pour laquelle Jérusalem est historiquement juive alors que les deux autres religions monothéistes disposent de « *lieux saints d'importance équivalente (Rome pour les catholiques, La Mecque pour les musulmans)* » ; la chrétienne qui considère que les Hébreux n'ayant conquis la ville qu'au XIe siècle av JC, soit mille ans après sa création, celle-ci est aussi chrétienne que juive ou musulmane ; la musulmane ayant pour double argument, la présence du Dôme du Rocher, mosquée construite en 690, troisième lieu saint de l'islam, et le fait que depuis sa reconquête en 1187, la cité est « *le principal centre d'échanges de Palestine et la plus grande ville sur la route du Caire à Damas* ».

Après avoir dû faire face à deux intifadas (la première débutant en décembre 1987, la seconde en septembre 2000), Israël, placé « *sous le parrainage des Etats-Unis* », allié de ceux-ci depuis la guerre froide, est confronté à deux défis, l'un armé, l'autre d'ordre géopolitique. Poursuivant ses implantations coloniales en Cisjordanie, l'Etat Hébreux, victime d'attentats « *kamikazes* », se heurte à Gaza au Hamas, organisation dans la mouvance des Frères musulmans, et dont il a favorisé l'ascension afin de diviser le mouvement palestinien. Au nord, il affronte en août 2006 le Hezbollah chiite dans une offensive inachevée qui apparaîtra comme « *un échec cuisant* » malgré l'affaiblissement certain de son adversaire. Ce Hezbollah est soutenu par l'Iran, lequel par la détention de l'arme atomique remettrait en cause l'exclusivité nucléaire d'Israël au Moyen-Orient.

L'Iran

En effet, l'Iran, doté de la puissance nucléaire, deviendrait « *probablement un obstacle insurmontable à la mainmise de Washington sur le Moyen-Orient* ». Ce pays, fort de ses ressources pétrolières et gazières (troisième rang des réserves prouvées de pétrole et second pour les réserves de gaz) s'il était favorable à l'Amérique, serait une route possible pour l'évacuation du pétrole de la zone caspienne. Il se trouve ainsi dans le « *collimateur de l'Occident* ». Encerclé par les Etats-Unis et leurs alliés régionaux, le régime est cependant solide par son nationalisme, son pouvoir complexe et élastique et sa culture chiite du martyre. Il entretient des relations avec la Chine et la Russie et il a lancé, en 2008, par la création de la bourse de Kish, une initiative qui permet de vendre le pétrole dans des devises autres que le dollar. Un élargissement de cette faculté mettrait en cause, à terme, la prééminence du dollar.

L'Irak

Dans ce Moyen-Orient, les Etats-Unis sont intervenus directement en envahissant l'Irak en 2003. Parmi les motifs de leur décision, « *deux se détachent tout particulièrement* » :

- préserver leur suprématie par le contrôle des réserves mondiales de pétrole (l'Irak détiendrait 10 % des réserves prouvées de pétrole, le cumul avec celles de l'Arabie Saoudite représentant le tiers de ces réserves prouvées), donc de la « *dépendance énergétique du futur rival chinois* » ;
- assurer la survie d'Israël face à la dernière incarnation d'un nationalisme arabe rêvant d'une unité de l'Atlantique au Golfe.

L'Irak, jusqu'alors dominé par la minorité sunnite, est alors projeté dans un chaos. Tandis que le Kurdistan, devenu autonome, détient le tiers des réserves pétrolières prouvées de l'Irak, les sunnites et les chiites, qui gouvernent le pays, s'opposent évitant de ce fait tout renouveau d'un nationalisme hostile aux Etats-Unis. Cette confrontation, entretenue en sous-main par l'Arabie Saoudite voulant éviter un contrôle de son voisin par le chiisme est aussi une certaine garantie pour l'Iran contre toute attaque américaine. Enfin, les sociétés militaires privées, relayant l'armée des Etats-Unis appelée à quitter le territoire, n'ont aucun intérêt à une pacification complète de celui-ci.

L'Afghanistan

Antérieurement à l'Irak, les Etats-Unis ouvrirent un front en Afghanistan en riposte aux attentats du 11 septembre 2001 impliquant Al Qaïda, allié du pouvoir Taliban, rapidement chassé. Ce pays, ancienne possession soviétique convoitée, frontalier de l'Asie centrale, de l'Iran, du Pakistan et de la Chine (sur une longueur de 76 Km), est « *au cœur du grand jeu eurasiatique* ».

Sur ce sol montagneux, en grande partie aride, où les Talibans ont représenté « *l'aboutissement ultime de la radicalisation des mouvements islamistes* », « *s'entrechoquent* » les intérêts des Etats-Unis, de la Russie et de la Chine et « *deux puissances régionales s'y livrent par délégation à une guerre féroce* » : l'Inde et le Pakistan. Il faut rappeler que le service de renseignement militaire de ce dernier, l'ISI, promut les Talibans en 1994 comme solution d'ordre. « *Ces fanatiques absolus* », issus essentiellement de l'ethnie Patchoun, présentaient l'avantage pour l'administration américaine d'être un interlocuteur unique pour « *négocier le passage des hydrocarbures* ».

En intervenant en Afghanistan, les Etats-Unis brisaient une dynamique eurasiatique engagée par le Groupe de Shangai constitué par la Russie et la Chine. Celle-ci d'abord repoussée à ses confins est devenue en 2009 le premier partenaire commercial de l'Asie centrale et le premier fournisseur de l'Iran. Les Russes, soucieux de ne pas voir les Chinois remplacer les Américains dans leur périphérie asiatique, soutiennent ces derniers dans leur action d'endiguement de l'islamisme mais en les obligeant à passer par leur territoire pour l'acheminement de leurs renforts (l'armée américaine a dû quitter l'Ouzbékistan et pour maintenir sa base du Kirghizstan, elle a consenti à un triplement de son loyer ; par ailleurs, une base russe est nouvellement implantée à quelques kilomètres de la base américaine).

Il reste que l'Afghanistan, théâtre d'un conflit asymétrique, « *représente à lui seul 92 % de la production mondiale d'opium* » et « *il est redevenu le premier producteur mondial de haschich* ».

Expansion du sunnisme radical, opposition entre sunnites et chiites

Le fondamentalisme sunnite étend sa présence, souvent par l'action violente, aux limites de l'aire musulmane. Dans certains cas, son action sert des intérêts étatiques. Ainsi, au Caucase, elle s'est inscrite dans l'opposition entre les Etats-Unis et la Russie pour le contrôle des voies d'évacuation des hydrocarbures de la Caspienne. Par une politique appropriée, Moscou a su limiter « *l'influence des groupes radicaux* ».

Au Pakistan, ces groupes radicaux sont encouragés par l'ISI, lui-même infiltré par les fondamentalistes du Jamiat-e Islami (mouvement comparable aux Frères musulmans). Pour ce service de renseignement, il s'agit de contrer le chiisme à l'intérieur du pays et l'hindouisme dans la province disputée du Cachemire et en Inde même. Mais le promoteur finit par perdre le contrôle de ceux qu'il a créés.

Dans l'ancienne Asie centrale soviétique, si les « *mouvements islamistes sont aujourd'hui très affaiblis* », « *leur faiblesse conjoncturelle ne peut masquer la dynamique de réislamisation radicale, hanafite ou néo-hanbalite des sociétés musulmanes* ».

L'Asie du Sud-Est est touchée par un mouvement qui trouve sa cause dans l'alliance entre « *l'internationale islamique de Ben-Laden et la Jemmaah Islamiyya* ». Le rêve est de créer un « *vaste Etat islamique* » réunissant le sultanat de Brunei, le Cambodge, l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande. La Malaisie est le foyer de cet islamisme radical qui diffuse la violence en Thaïlande, en Indonésie et aux Philippines.

L'Afrique noire est devenue « *une terre de mission pour l'Islam* », la colonisation ayant été au XIXème siècle un frein à son expansion. Elle est le théâtre d'un choc des civilisations entre des minorités chrétiennes affaiblies et un islam qui vire à l'islamisme. On assiste au basculement progressif de certains Etats dans la Charia, en particulier le Nigeria. Dans la corne de l'Afrique, la Somalie est livrée au chaos. Les islamistes au pouvoir en 2006 puis chassés en 2007 peuvent à tout moment le reprendre.

Cette progression de l'islam ne saurait occulter ses dissensions internes entre le sunnisme majoritaire et le chiisme. Outre le Pakistan et l'Irak, l'opposition se manifeste au Liban mettant aux prises, par délégation, l'Arabie Saoudite et l'Iran. A Bahreïn, la contestation de la majorité chiite a été réprimée avec l'appui de l'armée saoudienne exprimant ainsi la solidarité des monarchies locales, sunnites. L'Occident, en l'occurrence, fit preuve de la plus grande discrétion.

La reconfiguration politique du Maghreb et du Moyen-Orient

En 2003, Georges Bush lançait l'idée d'un Grand Moyen-Orient destinée à transformer la configuration politique et économique d'un vaste ensemble d'Etats allant de l'Atlantique à l'Océan Indien. Le contrôle des ressources pétrolières nécessaires au concurrent chinois et le souci d'assurer la sécurité d'Israël furent les motifs essentiels de cette initiative. Elle devait permettre aux Etats-Unis de « *conserver dans ce siècle leur rang de première puissance mondiale* ». L'enlisement en Irak et en Afghanistan a mis à mal ce projet global.

Mais, de son fait, le monde musulman méditerranéen est affecté par de profondes mutations.

La Turquie à laquelle la géopolitique américaine avait alloué le rôle de devenir la puissance tutélaire du « *Grand Moyen-Orient* » a porté au pouvoir en 2002, l'AKP, parti islamiste. Le ministre des Affaires étrangères, Ahmet Davutoglu est, à ce jour, « *le défenseur le plus emblématique de la nouvelle approche turque, fondée sur le choc des civilisations* ». A l'intérieur du pays, l'islam doit être le ciment assurant son unité entre ses diverses composantes ethniques (outre les Turcs, les Kurdes, les Alévis et des millions d'autres issus de l'ancien espace ottoman). A l'extérieur, « *par le sacrifice, au moins en apparence, de la relation avec Israël* », il s'agit de reconstituer, par la solidarité islamique, « *un ascendant néo-ottoman dans le monde arabe* ». Cette diplomatie ne va pas sans susciter quelques inquiétudes. Il en est ainsi chez les Américains, certes, mais aussi en Iran dont le prestige est concurrencé en Palestine, encore en Arabie Saoudite, en Egypte, au Maroc. Tout en menant cette nouvelle politique islamique, la Turquie atténue les tensions à ses frontières avec ses ennemis héréditaires (Arménie et Grèce) au bénéfice d'une politique dite « multidimensionnelle » en ouvrant de nouvelles ambassades en Afrique et en Amérique Latine et en se rapprochant de la Russie (passage sur le territoire turc du gazoduc italo russe South Stream et construction par les Russes de la première centrale nucléaire turque).

Cette Turquie islamiste, nouveau modèle de référence pour les Arabes sunnites, « *va s'opposer de plus en plus en plus au pôle de référence chiite, l'Iran* ». Or le monde Arabe est le théâtre en 2011 de révolutions ou de révoltes aux « *conséquences géopolitiques très importantes* ». Trois régimes sont tombés (Egypte, Tunisie, Libye), deux sont en proie à la guerre civile (Yémen, Syrie), l'un est fortement menacé (Bahrein), d'autres redoutent les troubles (« *Jordanie, Arabie Saoudite, Algérie et même Maroc* »). L'auteur distingue deux cas : les Etats qui peuvent être considérés comme des Etats-nations dont l'unité est assez forte pour affronter un changement de régime (Tunisie, Egypte) ; les pays qui ne sont pas des Etats-nations et dont l'unité est liée à la nature même de leur régime politique (Bahreïn, Libye, Yémen). Dans cet ensemble, « *la radicalisation islamique est une donnée incontournable* ». « *Si les islamistes n'ont pas nécessairement la capacité d'arriver au pouvoir, ils constitueront partout une composante très forte de la vie politique représentée au pouvoir* ».

Au regard de ce contexte, la Syrie occupe une position particulière. Le régime baasiste y est dirigé depuis trente ans par le pouvoir implacable d'Hafez el-Assad puis de son fils. Ce pouvoir est issu de la minorité alaouite (variété minoritaire du chiisme). Il est confronté à un soulèvement qui « *unit des aspirations démocratiques inspirées par l'Occident à des logiques ethniques et sectaires* ». La substitution d'un pouvoir sunnite à celui des alaouites ouvrirait la voie à une recomposition majeure du Moyen-Orient. « *A un axe arabe sunnite, acquis à l'islamisme et soutenu par Ryad et les Américains* », feraient face les chiites du Liban et d'Irak, appuyés par l'Iran. Pour Israël, la survie de l'axe Hezbollah/Damas/Téhéran est, peut-être, moins dangereuse que le *« triomphe d'un islamisme sunnite aux apparences démocratiques et résolument pro-palestinien* ».

Les chrétiens du monde arabe

Sur cette terre d'islam, les évènements évoqués influent sur la situation des chrétiens du monde arabe (près de 4%) qui « *connaissent un phénomène d'érosion constant depuis le début du XXème siècle* ». Répartis en « *quatre familles* » (catholique, orthodoxe, orthodoxe orientale, évangélique), ils sont partout menacés. Ainsi, les coptes en Egypte qui représentent 10% de la population totale et même les maronites libanais « *confrontés au défi démographique du chiisme et à la radicalisation d'une partie des sunnites* ». Ces chrétiens qui bénéficiaient en Irak et en Syrie du « *rempart* » offert par les régimes baasistes pourront-ils disposer d'une protection dans un Moyen-Orient « *démocratique* » ?

Deux puissances mondiales face aux Etats-Unis

La Chine

L'auteur qualifie la géopolitique chinoise à travers cinq éléments distinctifs : l'identité, le mouvement (la colonisation), l'orientation (terrestre plus que maritime), les besoins (recherche de l'autosuffisance), la perception de l'étranger.

La Chine est, dans son identité, « *forte d'une unité ethnique et civilisationnelle* ». Ethnique, puisque dans sa constitution, le pays des Hans est le rassemblement de « *multiples groupes ethnolinguistiques* » usant chacun de son propre dialecte oral. Civilisationnel, parce que ses constructions impériales successives se fondent toutes sur une langue idéographique commune, « *domaine des mandarins et base de l'Etat* ».

« *Un rapport original entre ethnie et civilisation* » lui a permis de conserver son identité quels que furent les envahisseurs (Huns, Mongols, Mandchous). Le fait que la langue écrite, support de l'Etat impérial, demeura le pouvoir d'une minorité préserva la spécificité identitaire des provinces, dont les populations se mélangèrent peu, et donc « *l'unité ethnique du peuple chinois* ».

Dans sa construction géographique, le pays des Hans a engagé depuis le deuxième millénaire avant J.-C., une expansion coloniale qui se poursuit jusqu'à aujourd'hui au Tibet et au Xinjiang, marche musulmane vers l'Asie Centrale. « *Telle la colonisation romaine* », les Hans procèdent par l'implantation de paysans soldats qui se substituent aux autochtones « *par captation de leurs reproductrices* ». Ils sont ainsi devenus majoritaires au Tibet et ils représenteraient plus de 40 % de la population du Xinjiang (contre 6 % en 1949). Les deux régions ont un caractère stratégique pour Pékin. Le Tibet, dont la relation avec la Chine est très ancienne a été intégré à la République populaire. Dominant géographiquement l'Inde, il est le château d'eau de l'Empire du Milieu, deux de ses plus grands fleuves y prenant leur source : le fleuve Jaune et le Yang Tsé Kiang. Au Xinjiang, terre de rencontre avec l'islam, où les Hans qui y furent envoyés n'ont cessé de rencontrer des difficultés, les relations avec la Chine s'inscrivent « *dans le temps long de l'histoire* ». En

1955, la création d'une « *région autonome ouïgoure du Xinjiang* » traçait « *les frontières potentielles d'un projet séparatiste* ». Dans les années quatre vingt et quatre vingt dix, la région subit les effets de la guerre d'Afghanistan avec l'influence du fondamentalisme au profit d'un activisme ouïgour. Le soutien de la Turquie, animée par son panturquisme, cessa en 2003 avec la reconnaissance par Ankara de la souveraineté de la Chine sur la province. Pour autant, le séparatisme ouïgour se manifesta encore par des émeutes en juillet 2009.

« *Civilisation de paysans accouplée à la force de conquérants nomades* », l'Empire du Milieu a toujours privilégié la terre au détriment de la mer. Les mandarins du XVIè siècle, « *tout occupés* » à l'administration interne proscrivirent la construction de navires à plusieurs mâts au moment où l'Europe « *ouvrait les grandes routes océaniques* ». Les nouvelles ambitions maritimes affichées depuis les années soixante dix ne contredisent pas radicalement le principe originel. Il s'agit, tout d'abord, d'interdire à Taïwan, en voie d'intégration économique, toute velléité d'indépendance qui mettrait en cause l'unité continentale, la Chine méridionale étant, de plus en plus, liée dans son développement à l'ile. Ensuite, la progression vers l'Océan Indien s'explique par la nécessité de garantir les approvisionnements. Mais après avoir affirmé sa puissance le long d'une chaîne d'iles courant du Japon à la Malaisie, rencontrant une diaspora en expansion dans les pays de l'ASEAN, la Chine pourrait être amenée à contester la suprématie américaine des Kouriles jusqu'aux Mariannes et aux Carolines.

Marquée dans son histoire par des catastrophes naturelles et des famines qui firent de l'enjeu alimentaire et de la gestion de l'eau « *la raison d'être essentielle d'une bureaucratie forte et de collectivisations agraires récurrentes* », la Chine est confrontée, présentement, à un besoin croissant d'énergie et de matières premières pour assurer son développement intensif. Face à la position des Etats-Unis au Moyen Orient, elle diversifie ses approvisionnements pétroliers (Russie, Iran, Arabie Saoudite, Venezuela, Golfe de Guinée). Elle coopère aussi avec le Brésil dans le domaine du nucléaire et avec le Chili pour l'achat de cuivre. Cependant, sa terre d'élection est l'Afrique dont elle est devenue le troisième partenaire commercial. Respectant la souveraineté des Etats africains qu'elle ne soumet qu'à une seule condition, le refus de reconnaître Taïwan comme Etat souverain, elle tend à y exercer une influence culturelle avec la création d'instituts Confucius pour l'apprentissage de la langue chinoise.

Le rapport avec l'étranger est appréhendé sous la forme d'une organisation en cercles concentriques. A partir du milieu, « *le cœur Han* », s'étendent dans un premier cercle les marches coloniales où les pionniers submergent les ethnies moins nombreuses, puis viennent, dans un second cercle « *les vassaux* », « *soumis et loyaux* » (Coréens, Japonais, Indochinois) et au-delà de cet espace « *imprégné par la civilisation chinoise* », apparaissent « *les barbares* » : l'Europe, les islams arabe, turc et perse, l'Amérique.

Si avec les vassaux, « *les relations institutionnelles s'imposent mais le mélange n'est pas possible* », en revanche avec les barbares le contact est à éviter. Les ambassades européennes du XVIIème et du XVIIIème siècles furent interprétées comme des gestes de vassalité. Dans la mentalité chinoise, le rapport de force commande les traités, par définition inégaux, sachant que s'ils protègent de la puissance de l'autre, ils ne doivent jamais limiter sa propre puissance. « *Les reconquêtes ne seront tentées qu'en situation de supériorité évidente* ».

Dans le contexte présent, l'instauration d'un nouveau rapport de vassalité inspire des craintes de « *Tokyo jusqu'à Moscou en passant par Séoul et Hanoï* ». A ce jour, ce rapport ne repose que sur la seule dimension économique où le Japon est seul capable de concurrencer la Chine. Celle-ci reste marquée par les revers que lui fit subir son voisin d'outre-mer et les bouleversements internes qu'ils provoquèrent. De ce fait, elle refuse « *un retour politique et militaire du Japon* » et s'oppose à ce que lui soit attribué un siège permanent au Conseil de sécurité.

Concernant les barbares, s'ils vinrent, pour l'essentiel, d'Asie centrale jusqu'au XIXème siècle, justifiant l'édification de la Muraille de Chine, à partir de cette époque, ce furent les Occidentaux qui représentèrent le nouveau danger. Guerre de l'opium, dépeçage du pays entre Russes, Anglais, Français, Allemands ont constitué un traumatisme profond. Au XXIème siècle les barbares sont américains. Ceux-ci, soucieux d'assurer leur hégémonie mondiale, ont accru, depuis le 11 septembre 2001, leur stratégie d'encerclement de l'Empire du Milieu d'ouest en est et de contrôle des ressources qui lui sont nécessaires.

L'observation historique montre que cet Empire s'avère fragile vis-à-vis des idéologies venues des vassaux comme des barbares : elles sont susceptibles d'affecter son unité. A ce jour, il est, en termes de puissance matérielle, en position de désavantage par rapport à son compétiteur américain malgré ce que les chinois pensent être son « *l'infériorité civilisationnelle* ». La Chine doit faire front. Pour devenir puissant, « *il faut donc s'ouvrir à la modernité technique et économique de l'Occident mais refuser son métissage* ». Diplomatiquement, pour faire contrepoids à « l'unipolarité voulue par Washington », il convient de se

rapprocher de vassaux potentiels (Russie, Inde) ou d'autres barbares (France, Iran, Vénezuela).

Dans cette optique, un partenariat avec la Russie constitue le principal axe d'équilibre même si Moscou « *peut craindre une sinisation de sa périphérie orientale* ». Les accords conclus ces dernières années ont permis d'éteindre les différends frontaliers.

La Russie

A la suite de l'effondrement de l'Union soviétique, la Russie s'est retrouvée circonscrite à ses frontières de la fin du XVIIème siècle. Suivant les préceptes de Mackinder et Spykman[1] selon lesquels les puissances maritimes mondiales doivent interdire au « *cœur du monde* » (l'Eurasie et ses trois composantes prépondérantes, germanique, russe et chinoise) de « *s'emparer des rivages* », les Etats-Unis poursuivent leur politique de refoulement de la Russie comme celle de l'endiguement de la Chine avec la volonté de les maintenir divisées.

Accédant à la présidence de la Russie en mai 2000, Vladimir Poutine a eu comme ambition de restaurer la puissance de celle-ci en se fondant sur « *l'utilisation de l'énergie comme levier de puissance* ». En effet, elle disposait, en 2010, de 23,7% des réserves de gaz prouvées et de 5,6% des réserves de pétrole. Leur exploitation est dévolue respectivement à Gazprom et Rosneft.

Pour contrer la puissance Russe, obstacle à l'ambition « unipolaire » des Etats-Unis, exprimée par Zbigniew Brzezinski comme par les néoconservateurs, tel Paul Wolfowitz, l'Amérique usa de la déstabilisation politique dans les pays de « *l'étranger proche* » et aussi de la suprématie technologique au moyen du bouclier antimissile.

Après avoir, au cours des années quatre vingt dix, soutenu les révoltes dans le Caucase, afin de contrôler les voies d'évacuation des hydrocarbures de la Caspienne (comme il a déjà été mentionné), les Etats-Unis ont, dans la première décennie du nouveau millénaire, encouragé, par le biais d'ONG locales dont ils assuraient le financement, la contestation des sociétés civiles de l'Ukraine à l'Asie centrale. Ces mouvements, non violents, dits des « *révolutions colorées* » ont touché la Géorgie en 2003, l'Ukraine en 2004 et le Kirghizstan en 2005. La même année, il a échoué en Ouzbékistan. A terme, était en jeu le contrôle de l'Eurasie et de ses ressources.

L'Ukraine, qui accueille à Sébastopol la flotte russe de la mer Noire, est le pays le plus important et historiquement le plus proche de la Russie (berceau de la Moscovie). Du point de vue géopolitique, elle offre le contrôle de « *l'isthme baltique qui relie la mer Baltique à la mer Noire* ». Dans sa situation intérieure, elle est partagée en trois ensembles, l'Est minier et industriel, russophone et orthodoxe, le Centre uniate (rite orthodoxe et rattaché à Rome), l'Ouest catholique, « *plutôt nationaliste et antirusse* ». Après la victoire à l'élection présidentielle de Viktor Iouchtchenko, « *pro-occidental* » en 2004, les menaces de sécession d'une fédération du Sud-Est comprenant la Crimée et représentant les deux tiers du PIB allaient « *contribuer à modérer les ardeurs occidentales* ». En février 2010, l'élection de Viktor Ianoukovitch, revenant au « *non-alignement* » mettait, pour le moment, un terme « *aux espoirs américains* ».

Le pouvoir installé en Géorgie par « *la révolution des roses* », favorable à l'Amérique, avait pour objectif, entre autres, de réduire les séparatismes d'Adjarie, d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, soutenus par Moscou. La guerre russo-géorgienne qui suivit l'attaque de la capitale d'Ossétie du Sud, ordonnée, en juillet 2008, par le président Saakachvili, allait mettre à mal cette stratégie. En reconnaissant, à la suite de leur intervention, l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhasie, les Russes retournèrent à leur avantage la remise en cause unilatérale par les autorités Kosovars, avec l'appui des occidentaux, de frontières internationales reconnues par les Nations-Unis. Ce revers, touchant une voie stratégique d'acheminement des hydrocarbures, a montré à l'Amérique que les Russes ne céderaient maintenant rien « *dans le grand jeu eurasiatique* ».

Exposée à la pression des Etats-Unis dans ses anciennes terres d'Eurasie, riches en ressources énergétiques et voies d'acheminement de celles-ci, la Russie pourrait disposer d'un nouvel espace de puissance dans l'Arctique qui lui serait aussi disputé. En effet, aux environs de 2030, à la fin de l'été, l'Océan Glacial pourrait être « *totalement libre de glace* ». Le trafic maritime s'en trouverait bouleversé puisqu'il serait

[1] Halford Mackinder (amiral britannique 1861-1947) « définit l'épicentre des phénomènes géopolitiques à partir du concept de centre géographique ». « Le pivot de la politique mondiale » ou cœur du monde (*heartland*) est l'Eurasie que la puissance maritime ne parvient pas atteindre. Pour Spykman (journaliste américain 1893-1943), partant des mêmes bases que Mackinder, « la zone pivot de la géopolitique est au contraire le *rimland*, région intermédiaire entre le heartland et les mers riveraines » - Voir Aymeric Chauprade – *Géopolitique – Constantes et changements dans l'histoire*.

possible de passer directement d'Europe en Asie, raccourcissant ainsi de 6 400 Km le trajet menant de Hambourg à Shangai. Les réserves en hydrocarbures de la zone qui pourraient représenter de 20% à 25% de celles de la planète seraient beaucoup plus facilement exploitables. La compétition a déjà commencé impliquant les Canadiens mais aussi les Danois et les Norvégiens. Les Etats-Unis, pour leur part, « *défendent le principe de liberté des mers et s'inquiètent des extensions de souveraineté* ». La Russie est dans l'attente d'une décision de l'ONU, prévue pour 2013, qui pourrait lui ouvrir un espace de souveraineté et d'exploration de l'ordre de 1,2 millions de km^2.

Dans ce contexte, « *l'équipe formée par Vladimir Poutine et son successeur Dimitri Medvedev* » vise à faire de « *la Russie un acteur majeur de la multipolarité* ». En ce sens, elle développe une diplomatie orientée vers la défense du droit international et des souverainetés étatiques. Elle s'est rapprochée de la Chine en créant avec elle le groupe de Shangai. Elle maintient de bonnes relations avec l'Inde et renforce celles avec l'Allemagne. Dans le Caucase, elle oppose à l'axe turco-américain, un axe Moscou-Erevan-Téhéran. En effet, elle a des intérêts communs avec l'Iran qui tiennent à l'encerclement stratégique des deux pays par les Etats-Unis, à leur convergence dans le débat sur le statut juridique de la Caspienne, qui les oppose aux nouveaux Etats riverains, et, enfin, à leur exposition commune aux menaces du fondamentalisme sunnite.

D'autres puissances régionales

Hormis celles déjà citées comme l'Iran ou le Pakistan, il faut compter, entre autres, l'Inde, le Japon, le Brésil.

L'Inde, puissance nucléaire, marquée par un réveil du nationalisme hindou, est en conflit avec le Pakistan. Amenée à dépasser la Chine, avant 2030, comme pays le plus peuplé du monde, elle sera en concurrence avec cette dernière pour l'accès aux ressources fondamentales (pétrole, gaz, eau nourriture).

Il faut s'interroger sur l'avenir du Japon, en régression démographique, affecté durablement par la catastrophe de Fukushima et dont l'Etat est fortement endetté. Son déclin est-il irrémédiable ou aura-t-il, comme en d'autres temps, la capacité à se relever ? Son destin est-il dans la poursuite de l'alliance avec les Etats-Unis ou dans un rapprochement avec la Chine ? Dans ce dernier cas, il s'agirait du choix de la civilisation, dans le premier, celui de la nation.

Le Brésil, l'un des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) est « *un des grands pôles émergents de la planète* ». Il est la puissance la plus importante d'une Amérique latine qui s'est affranchie de la doctrine Monroe avec un basculement dans le « *rouge* » sous diverses formes de nombre de pays la constituant. Paradoxalement, cette Amérique latine est aussi le théâtre d'une compétition entre l'Eglise catholique pour laquelle elle représente un bastion traditionnel et le pentecôtisme, « *théologie individualiste* », en progression rapide. Il en résulte une « *américanisation des esprits* ».

L'Amérique latine suscite, pour ses ressources et ses possibilités de coopération stratégique, l'intérêt de la Chine, de la Russie et de l'Iran. La première devrait, en 2015, se substituer à l'Union Européenne comme premier partenaire du continent. Le Brésil, pour sa part, à la forte solidarité latino-américaine, pratiquant une diplomatie du dialogue fondée sur le refus de l'ingérence, devient « *une grande puissance maritime et se donne les moyens de la suprématie dans l'Atlantique Sud* ». Il vise, notamment, à assurer la sécurité de ses « *immenses ressources en hydrocarbure de son espace maritime* » et à atteindre l'Afrique.

Cette Afrique, disposant « *de gigantesques ressources naturelles* » est « *l'enjeu d'une guerre économique entre les pays riches et les puissances émergentes* ». « *L'Afrique utile* » est, ainsi, une priorité tant pour les Etats-Unis que pour la Chine. Les premiers ont mis en place, en 2008, un commandement unifié pour l'Afrique, l'AFRICOM. Le rapport des seconds avec le continent ont été précédemment évoqués.

Les poussées migratoires

Les Etats-Unis, par le fait migratoire, sont face au défi d'une hispanisation où le catholicisme représente un élément essentiel. L'Eglise catholique est la seule parmi les Eglises à échapper à « *l'ethnicisation du religieux* ». Elle pourrait constituer un facteur d'unité nationale en cas de crise grave de la société « *multicuturelle* » américaine. Cependant, l'intégration dans l'identité nationale est une forme de « *protestantisation* » ce qui n'est pas sans répercussion pour Rome.

Mais c'est bien l'Union européenne qui, aujourd'hui, est la première région mondiale d'immigration amenant l'auteur à intituler l'un de ses chapitres : *La population européenne en question*. En perspective, il apparaît qu'à la fin du XXIème siècle, les Européens de souche seront minoritaires sur leur continent. Représentant le

quart de la population mondiale en 1900, ces Européens n'en constituent plus que le dixième. L'Europe est ainsi la seule région où la population aura diminué pendant le premier tiers du siècle. De plus, les prévisions montrent que, d'ici 25 ans, l'Allemagne aura perdu 10 millions d'habitants et la Russie 15 millions. Globalement, si l'Europe de l'élargissement (après la chute de l'Union soviétique) se dépeuple rapidement, l'accroissement naturel de la partie occidentale n'est que de 400 000 personnes par an (dont une proportion est issue d'une immigration) qu'il faut comparer au solde migratoire de l'ordre de 1,6 millions de personnes par an. La population européenne serait en passe « *d'être remplacée sur un temps historique relativement court* ».

° °
°

Après que se fut dissipé le mythe d'une fin de l'histoire ouvrant aux Etats-Unis la perspective d'une domination universelle, le millénaire débutant voit émergé de nouveaux pôles de puissance « sur l'échiquier du monde, ancrés dans de vieilles civilisations irréductibles au modèle américain ». Confrontée à une situation où leur vision « *unipolaire* » est battue en brèche par la constitution d'un monde « *multipolaire* », les Etats-Unis reviennent à la politique de l'endiguement qui leur réussit face à l'Union Soviétique. Pour contrer la Chine, considérée comme la rivale des prochaines décennies, ils mène une stratégie globale visant à encercler celle-ci par un jeu d'alliances, à affaiblir ses capacités de dissuasion nucléaire par un système antimissile, à soutenir des mouvements séparatistes et à contrôler sa dépendance énergétique.

Cette stratégie est mise en péril par le redressement de la Russie conduit par Vladimir Poutine. L'ancien empire des Romanov réduit à ses frontières d'il y a deux siècles, dirigé par un homme d'Etat, a joué un rôle essentiel dans la récusation de l'aspiration hégémonique des Etats-Unis. L'alliance de la Russie avec ces derniers, permettait la formation d'un « *bloc euro-russo-atlantique* » compromettant fortement l'avenir géopolitique de la Chine. L'ensemble aurait eu le contrôle des « *richesses énergétiques du Moyen-Orient »* et de celles de la Russie *« seule véritable source alternative à l'islam pétrolier* ».

Réunis par des intérêts bien compris, les Russes et les Chinois « *ont la capacité d'encourager de nouveaux axes stratégiques anti-américains* » et d'offrir une protection à tous ceux qui, s'opposant aux Etats-Unis et à Israël, « *constituent des cibles privilégiées de Washington* ». Ils représentent la composante majeure de ces BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) en opposition avec « *la toute puissance américaine, qui repose sur le crédit illimité qu'autorise le dollar, monnaie de référence* ». Justement « *ce statut privilégié* » qui tient essentiellement au « *pétrodollar* » après l'abandon, le 15 août 1971, de la convertibilité or du dollar, est, entre autres, mis en cause par une « *multipolarité énergétique* » qui pourrait conduire à une « *multipolarité monétaire* ».

Michel LEBLAY
13/11/2011

Polémia.com